

OBJET :

VOTE DU BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL 2024 DE LA CINOR

PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2024

PRINCIPAL

« DECLINAISON 2024 DU PROJET TERRE D'AVENIR 2030



3° LA CHAÎNE DE L'ÉPARGNE ET RATIO DE DESENDETTEMENT

En tenant compte des éléments décrits ci-dessus, la chaîne de l'épargne est la suivante :

Recettes Réelles de fonctionnement	194 150 000
Dépenses Réelles d'investissement	173 470 000
Epargne de Gestion	20 680 000
Intérêts	1 700 000
Epargne brute	18 980 000
Capital	8 600 000
Epargne nette	10 380 000
Encours corrigé (31.12) / Ep brute	5,24

Tels sont les principales caractéristiques de ce budget primitif 2024.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


Le Président
Maurice GIRONCEL



L'objectif principal pour 2024 est de dégager des marges de manœuvre sur la section de fonctionnement et de façon pérenne sur la durée du mandat afin de permettre à l'EPCI de conserver son niveau d'épargne, de dégager l'autofinancement nécessaire pour mener à bien notre projet politique. A ce titre, depuis 2023, notre EPCI s'est lancé dans une démarche PEPS pour améliorer la performance et l'efficacité du service public. Dans ce cadre, les directions de la collectivité recherchent des axes d'optimisation des ressources et contenir l'évolution des dépenses.

Les grands axes de ce budget 2024 ambitieux et prudentiel : Maîtrise des dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants

- Evolution modérée de la pression fiscale sur les entreprises et les ménages
- Favoriser l'investissement pour moderniser notre territoire en le rendant plus dynamique et plus attractif dans les domaines :
 - o du développement économique et démographique,
 - o de l'aménagement du territoire en équipements structurants,
 - o de la diversification du tissu économique, du profil social de l'agglomération,
 - o du développement des services adaptés à la population

En matière de fonctionnement la CINOR se fixera comme objectif prioritaire pour 2024 de contenir le rythme d'évolution de ses dépenses. Cet exercice sera rendu particulièrement ardu cette année du fait de la combinaison de l'inflation sur les prix à la consommation et du financement de la transition énergétique sur nos principaux contrats d'exploitation de services publics (hausse de la TGAP, hausse très forte de l'énergie et des mesures sociales prises par le gouvernement en matière salariale).

Le projet de budget primitif 2024 a été arrêté à hauteur de 246 390 000 € qui se répartissent entre les deux sections de la façon suivante :

- | | |
|-----------------------------|---|
| ✓ section de fonctionnement | 194 150 000 € qui représente 78,80 % du budget total. |
| ✓ section d'investissement | 52 240 000 € qui représente 21,20 % du budget total. |

A) EN FONCTIONNEMENT

A1) Une volonté forte d'optimisation des ressources financières

Après la hausse de 7,1% des bases fiscales en 2023 du fait principalement de la loi de finance, l'impôt local en 2024 reste dynamique et devrait encore s'accroître de 4% du fait du PLF.

De ce fait, les recettes de fonctionnement de collectivité devraient s'établir à hauteur de 194,1 millions d'euros.

1) LE VOLET FISCAL

A) LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE

Il vous est présenté ci-après une rétrospective et une prospective sur nos ressources fiscales.

Pour 2024, le produit global serait de 69,9 millions d'euros en augmentation de 7,06 % par rapport au produit perçu en 2023.

Notre EPCI a un des taux de CFE le moins élevé des agglomérations réunionnaises :

- | | | |
|-------------------|-----------------|----------------|
| - CASUD : 22,76 % | CIREST : 27.60% | |
| - TCO : 25 % | CIVIS : 29.03% | CINOR : 24.33% |

2) UNE EVOLUTION MODEREE DES AUTRES RECETTES ET DOTATIONS DE L'ETAT

A) LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE (DGF)

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2024, prévoit une hausse des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales de 220 millions d'euros. De ce fait, la dotation globale de fonctionnement (DGF) devrait augmenter de 672 K€.

2021	2022	2023	Prévisions 2024
10 324 K€	10 541 K€	10 831 K€	11 503 K€

B) UNE STAGNATION DU FIRT

Cette recette est perçue par la CINOR depuis 2006 au titre de sa compétence relative aux transports urbains de personnes. C'est une recette fortement liée à la consommation du carburant. Pour 2024, la dotation prévisionnelle s'élèverait à 1,7 millions d'euros.

2021	2022	2023	Prévisions 2024
1 650	1 678	1 700	1 700

C) LA DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION IDENTIQUE A 2023

Cette dotation perçue par la CINOR est affectée aux dépenses de transports scolaires sur le territoire CINOR. Pour 2024, la dotation prévisionnelle s'élèverait à 2,7 millions d'euros.

2021	2022	2023	Prévisions 2024
2 702	2702	2 708	2 708

D) LE MAINTIEN DE LA TAXE GEMAPI

Par délibération en date du 15 septembre, la CINOR a instauré la taxe pour la gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) dont le produit attendu doit être exclusivement affecté aux charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de cette compétence, telle que définie au II de l'article 1530 bis du Code Général des Impôts. Pour l'année 2023, il a été proposé de fixer le produit attendu à 2 500 000 €

E) DIVERS AUTRES PRODUITS : 8 173 K€

DONT :

- Atténuation de charges	2110 K€
- Loyers	500 K€
- Produits gestion courante	420 K€
- REOM + centre de transit	1 250 K€
- Redevances Location vélos/SEVI	300 K€
- Participations Etat	500 K€
- Participation éco organisme	1 518 K€
- Participation Région sur transport	450 K€
- Participation Département	70 K€
- Autres recettes	1 055 K€ (dont taxe séjour 450 K€, Concession 55 K€, 260 K€ FCTVA,
recettes spécifiques 20 K€....	

Les ressources de fonctionnement 2024 devraient s'élever à 194,1 M€ (soit +2,3 %) d'évolution par rapport aux ressources perçues en 2023 (189,7 M€).

A2) Une croissance des dépenses de fonctionnement qui suit le rythme de l'inflation

Dans ce chapitre, 90% des dépenses sont liées à l'exercice des compétences transport et environnement dont les principaux marchés courent respectivement jusqu'en 2024 (DSP transports urbains) et 2029 (nouveaux marchés de collecte des déchets). Il est indispensable de poursuivre les efforts de rigueur déjà entrepris sur la maîtrise de la gestion.

1) UN POIDS TRES LOURD DES DEPENSES DE MOBILITE ET D'ENVIRONNEMENT QUI IMPACTE TRES FORTEMENT LES CHARGES A CARACTERE GENERAL

Dans ce chapitre, 90% des dépenses sont liées à l'exercice des compétences transport et environnement dont les principaux marchés courent respectivement jusqu'en 2024 (DSP transports urbains) et 2029 (nouveaux marchés de collecte des déchets). Il est indispensable de poursuivre les efforts de rigueur déjà entrepris sur la maîtrise de la gestion.

Tableau de l'évolution des dépenses d'environnement.

COLLECTE ET TRAITEMENT DECHETS / ANNEE	REALISE 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Prévisions 2024
CBTCS COLLECTE PAR BENNES TASSEUSES CS	1 250 347	1 379 892	1 458 391	1 473 000
CBTOM COLLECTE PAR BENNES TASSEUSES OM	5 411 211	5 993 717	6 441 658	6 518 400
CC COLLECTE PAR CAISSONS	18 253	266 248	-8 202	66 400
CDM COLLECTE DECHETS METALLIQUES	1 816	516	4 011	5 000
CDV COLLECTE DECHETS VERTS	2 775 232	3 154 840	3 191 716	3 801 600
CE COLLECTE ENCOMBRANTS	999 622	1 218 276	1 200 081	1 372 800
CDS COLLECTE DES DEPOTS SAUVAGES	118 587	69 813	101 831	88 800
CBTBIO COLLECTE BIO DECHETS	1 596 917	1 770 319	1 974 174	1 982 400
CAS COLLECTE ACTION SENSIBILISATION	70 537	218 216	291 820	217 800
GB GESTION BACS POUBELLES	448 790	515 596	504 576	508 400
GD GESTION DECHETTERIES	1 508 863	1 583 477	2 500 240	2 581 700
MC MAINTENANCE DES CONTENANTS	27 073	29 922	46 003	157 100
STJ STATION TRANSIT JAMAIQUE	1 422 971	1 579 491	1 905 626	1 947 600
VB VIDAGE DES BORNES	301 037	368 955	334 378	357 000
PM POLICE MUNICIPALE	1 085 000	1 131 250	1 085 000	1 122 000
EZ ENTRETIEN DES ZIC	290 000	538 000	498 400	498 000
SYDNE	15 971 240	21 130 858	22 925 048	24 128 950
S/TOTAL COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS	33 297 496	40 949 385	44 454 751	46 826 950
AA AFFAIRES ANIMALIERES	631 343	886 810	1 260 545	1 015 000
EV ESPACES VERTS	726 532	637 796	712 635	556 500
AUTRES	105 883	203 501	285 971	388 500
S/TOTAL AUTRES ACTIONS	1 463 758	1 728 108	2 259 151	1 960 000
TOTAL	34 761 254	42 677 493	46 713 902	48 786 950

Tableau de l'évolution des dépenses de mobilité

Libellé	2021	2022	2023	Prévisions 2024
TRANSPORTS SCOLAIRES	6 956 765	7 365 487	7 872 726	8 250 000
TRANSPORTS URBAINS	34 145 835	37 779 234	42 543 226	43 500 000
EXPLOITATION TPC		2 043 806	3 643 837	3 500 000
MES VAE LLD				330 000
MAINTENANCE			28 481	50 000
DROITS D'UTILISAT° - INFORMATIQUE			326	123 050
LOCATIONS MOBILIERES		65 241	123 598	
CH. DIVERSES GESTION COURANTE	264 000	197 139	369 675	315 000
ACCOMPAGNATEURS DE BUS	580 000	429 295	470 360	550 000
AUTRES CHARGES EXCEP.	502 000	4 207	-39 871	
PDE CINOR	6 000	4 500	7 200	
ETUDES	150 000	59 964	433 741	562 700
ACQUISITION MATERIELS	12 000	17 375	13 327	
TOTAL	42 616 600	47 966 248	55 466 626	57 180 750

2) UNE EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL POUR REALISER LE PROJET DE MANDATURE

Dans le tableau ci-dessous, il vous est retracé l'évolution des dépenses de personnel de 2021 à 2023 et l'évolution prévisionnelle 2024

	2021	2022	2023	Prévisions 2024
Total frais personnel et frais assimilés (hors lignes suivantes)	23 847 766	25 229 583	25 899 983	27 310 000
Conventions de mise à disposition	1 692 902	1 560 545	1 555 360	1 672 000
TOTAL EMPLOI PERMANENT	25 540 667	26 790 128	27 455 343	28 982 000
Rémunérations des apprentis	99 574	123 714	89 654	70 000
TOTAL CONTRATS AIDES	99 574	123 714	89 654	70 000
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	25 640 241	26 913 842	27 544 997	29 052 000

3) LES CHARGES DE GESTION COURANTE CONTENUES (PARTICIPATIONS ET SUBVENTIONS)

La maîtrise de ce poste de dépenses de fonctionnement est nécessaire pour maintenir une certaine capacité d'investissement et pouvoir financer les différentes actions de notre projet politique. Il comporte notamment :

- Les subventions et fonds de concours à nos satellites, associations et aux organismes privés (3,1 M€),
- Les participations publiques dans les contrats de gestion déléguée de nos équipements (3,2 M€),
- La contribution au SYDNE (24,1 M€).
- L'acquisition de logiciels (0,4 M€)

4) LES CHARGES FINANCIERES STABILISEES

Les intérêts de la dette 2024 représentent une somme de 1,7 M€. Notre encours de dette s'élève à 99,4 M€ (voir le détail de l'analyse de la dette).

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-CC2024-2-02-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 09/04/2024

5) LES ATTENUATIONS DE PRODUITS

Dans ce chapitre, le poste le plus important est celui des reversements aux communes.

- 1) La Dotation de Solidarité Communautaire 2024 reste stable avec une enveloppe de 5 millions d'euros.

EN K€	2021	2022	2023	2024
DSC	5 400	5400	5000	5000

- 2) L'attribution de compensation 2024 reste stable à un montant de 15.2 M€. Pour mémoire, la minoration en 2023 est liée aux transferts de la gestion des eaux pluviales et de la GEMAPI

	2021	2022	2023	2024
Saint Denis	14 126	14 126	12 490	12 490
Sainte Marie	3 073	3 073	2 691	2 691
Sainte Suzanne	376	376	80	80
TOTAL	17 575	17 575	15 261	15 261

En 2024, les travaux de la CLECT porteront principalement sur le transfert des zones d'activités économiques de la Ville de Saint Denis.

Les autres charges concernant le FNGIR (179 K€) et 450 K€ au titre de la taxe de séjour reversé à l'OTI.

Les charges de fonctionnement 2024 (hors intérêt de la dette) s'élèveront donc à 175,2 M€ soit une évolution de plus 4,11 % par rapport à 2023.

B) EN INVESTISSEMENT

1° Les inscriptions budgétaires

Les dépenses d'investissements (y/c les opérations d'ordre) s'élèveront à près de 52,2 M€

Elles permettront de continuer la mise en valeur du territoire, développer son attractivité et améliorer la qualité de vie des habitants.

Les projets phares étant, au titre de la mobilité « BAOBAB » et au titre du développement économique « La plaine de Gillot » qui connaîtront leur début d'exécution avec le lancement d'études préalables et pré-opérationnelles.

Il vous est rappelé que les collectivités sont les premiers investisseurs en bâtiments et travaux publics. Elles réalisent près de 70% de l'investissement public. L'impact des investissements sur la dynamique économique nationale est certain, et encore plus vrai à la Réunion.

Outre la poursuite des opérations en cours, la CINOR porte un ambitieux programme d'équipement conciliant tout à la fois les grands projets d'infrastructure et d'urbanisation (en faveur du logement mais aussi du développement économique), mais également les opérations concourant à un cadre de vie de qualité que ce soit du point de vue des réseaux et services urbains ou de l'environnement naturel et paysager.

Pour 2024, l'investissement va essentiellement tenir compte de 3 éléments de dépenses :

- * Nécessaire pour honorer les dépenses liées aux engagements sur les opérations en cours
- * Indispensables pour mener à bien les missions obligatoires (maintenance du patrimoine, mise en conformité à la réglementation pour l'accessibilité de la voirie et du bâti, maintien de nos sites touristiques et ERP en bon état de fonctionnement dans des conditions de sécurité satisfaisantes...)
- * Le plan de mandat : programmé pour la déclinaison opérationnelle des projets prioritaires de la mandature définie lors de nos séminaires.

Les dépenses d'investissement 2024 (équipement bruts y/c les participations) dont le détail vous est fourni ci-dessous, devraient s'élever à 43,07 M€ et seront couvertes par les recettes suivantes :

FCTVA : 5 800 K€
 SUBVENTIONS : 10 340 K€
 EMPRUNT : 15 050 K€
 AUTRES : 500 K€
 CESSIONS : 1 000 K€
 EPARGNE NETTE : 10 380 K€

Dans le tableau ci-dessous, il vous est présenté le détail des opérations d'investissements prévues pour l'année 2024 :

Opération	Reports	Prévisions BP 2024
I - MOBILITES/VIC		
DD1405TR - TRANSPORT PAR CABLE (BDN)	3 914	430 000
IN2101TR - AMGNT CONNEXES GARES TPC CH./BDN		140 000
DD1406TR - TRANSPORT PAR CABLE (MONT)		300 000
IN2113TR - AMGT VIC DEV MODES DOUX (PIETONS VELOS)	277 734	70 000
MO2202TR - INV SERVICE VAE LLD (VELOS ET EQPTS)		1 700 000
TR2007TR - ACQ VEHICULES CITALIS CITIKER		600 000
TR2304TR - EQUIPTS GESTION TRANSPORT SCOLAIRE		193 000
IN0507TR - AMELIORATION EQUIPEMENTS RESEAUX CITALIS	158 972	750 000
IN1301TR AIRES DE RETOURNEMENT TS ET TC	11 955	700 000
IN1302TR - MODERNISATION CHEMIN BOIS ROUGE		1 200 000
IN0503TR - VOIRIES D'INTERET COMMUNAUTAIRES		4 297 500
IN1905TR - REHAB OUVRAGES D'ART SUR VIC	5 800	40 000
IN2108TR - MODERNISATION RUE DES DEUX-RIVES		351 000
IN1803TR - AMEGT RUES ROUTIER GRANDVAL- ABBE PIERRE	31 491	470 000
IN2203TR - CONFORT. OA RAV JACQUES ET GDE RAVINE (LA MONTAGNE)	760	
IN2306TR - OA RAVINE BANANIER - LA MONTAGNE	391 530	10 000
IN2303TR - MODERNISATION RUE DU DOUBLE DIX		1 000 000
Total I MOBILITES/VIC	882 155	12 251 500
II- AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE		
TT2201TR - BAOBAB		772 000
PT1814PT - ETUDES INFRASTR TRANSP (PDM)		92 000
AM0901AM - MISE EN OEUVRE PLH (AIDE A L'HABITAT)		840 000
IN2305AM - AMNGT INFRA PRUNEL-1ERE TR BUTOR-VAUBAN		300 000
AM0545AM - TERRAIN ELISA: PARTICIPATION CPA		20 000
AM0567AM - SCOT, SIG, PLH ET ETUDES D'URBANISME	26 837	168 000
IN2102TO - AMGT LITTORAL SAINT DENIS (PRUNEL)		300 000
IN0511TO - SENTIER LITTORAL NORD - DIVERS AMGTS		530 000
IN2104TO - DIVERS CONFORT. - SLN	93 416	160 000
TO0513TO - BOCAGE - ZONE DE LOISIRS (REHAB)		600 000
IN2109TO - REQUAL RN2002 ET ABORDS - BOCAGE		225 000
IN0701TO - TRX ZONES DE LOISIRS ET AIRES DE JEUX		700 000
TO2204TO - AMENAGTS BERGE RIVIERE SAINTE SUZANNE		10 000
IN2105TO - AMGT ILET QUINQUINA		550 000
TO1108TO - SIGNALISATION TOURISTIQUE		26 000
TO0525TO - RÉAMÉNAGEMENT DU PORT DE STE-MARIE		550 000
EC1102EC - ZA MARINE	60 775	
EC2320EC - ZAE PLAINE DE GILLOT		100 000
AM2301EC - REMBT EPFR FONCIER ZAC CANNE MAPOU		1 568 000
AM0549AM - ACQUISITIONS FONCIERES		837 000
AM1204AM EQUIPEMENTS SIG		40 000
EC 1101EC TECHNOR EQPTS PUBLICS		300 000
SU0558EC - EXTENSION ET REHAB. PARC DES EXPOSITIONS		200 000
IN2307EC - MISE AUX NORMES ACC ZAC TRIANGLE		40 000

Accusé de réception en préfecture
 974-249740119-20240328-CC2024-2102-DE
 Date de télétransmission : 09/04/2024
 Date de réception préfecture : 09/04/2024

O0516TO - PARC AQUATIQUE DE CHAMP FLEURI		300 000
CREATION D'UNE FONCIERE DEV.ECO (CAPITAL)		3 000 000
EC2401EC DEVELOPPEMENT DES HAUTS		145 000
Total II AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	181 028	12 843 000
III - TRANSITION ECOLOGIQUE		
ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE		
SU1502EN - RESSOURCERIE BAGATELLE		191 000
EN0703EN - NOUVELLES DECHETTERIES		240 000
EN0551EN - AMENAGEMENT DES DECHETTERIES EXISTANTES	38 120	160 000
SU1602EN - MODERNISATION CENTRE DE TRANSIT		500 000
EN0555EN - ACQ DIVERS CONTENANTS (BACS COMPOST. .)	211 471	310 000
EN0902EN - AMNGT ET EQUIPTS - VALORISATION DECHETS	1 650	320 000
EN2001EN - ACQUISITION DE CONTENANTS BIODECHETS	57 281	30 000
EN2002EN - ACQ CONTENANTS BORNES DECHETS ENTERREES	123 864	
IN2006EN - REHAB ANC. DECHARGE LA MONTAGNE	4 765	
EN1111EN - DIVERS EQUIPTS - COMMUNICATION ENVIRT		55 000
SU2003DD - TRAV DEVL P DURABLE SUR PAT CINOR	32 427	300 000
MI1203EN - PCAET PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITOIRE	18 138	246 000
EN0557EN - CENTRE ANIMALIER		40 000
SYDNE		380 000
Total ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	487 715	2 772 000
GEMAPI et EAUX PLUVIALES URBAINES		
GE2308GE - TRAV DE DESEMSABL ET DE DEGAG DES EMBOUCHURES	175 770	660 000
GE2309GE - TRAV RECTIF OUVR ENDIGUEMENT	128 414	2 325 000
GE2310GE - PAPI RIV. DES PLUIES - ETUDES		435 000
GE2311GE - GESTION BERGES RIV SS- ETUDES		100 000
GE2312GE - PAPI RIV. ST JEAN - PARTIC		50 000
GE2313GE - RESTAUR. CONT ECOL SEUIL BOURBON RIV SD		50 000
EP2008EP - INVEST EPU		3 300 000
EP2314EP - DEVOIEMENT RESEAU EP BUTOR-CITE DES ARTS		100 000
EP2315EP - EXTENS. RESAU EP RUES AH SAM -LECLERC		20 000
EP2317EP - RECALIBR. RESEAUX SECTEUR RIV. DES PLUIES		320 000
EP2318EP - DERIV. EP BASSIN VERSANT CH DROZIN		40 000
EP2319EP - SHEMA DIRECT DES EAUX PLUVIALES SS	43 157	279 000
Total GEMAPI et EAUX PLUVIALES URBAINES	347 341	7 679 000
Total III - TRANSITION ECOLOGIQUE	835 055	10 451 000
IV- DIVERS		
CULTURE ET SPORT		
CS0514CS - STADE EN EAUX VIVES - EQUIPEMENTS	130 871	125 000
TO0514TO - STADE EN EAUX VIVES - BOCAGE CONSTR		480 000
SU1702CS - BIBLIO INTERCOMM DU CHAUDRON	10 090	2 330 000
CS1702CS - BIBLIO INTERCOMM DU CHAUDRON EQPT		595 000
CS0702CS - ECOLE DE MUSIQUE BEAUSEJOUR EQUIPEMENTS	8 978	15 000
CS1312CS - ESPACE ECO CULTUREL/JEUX VIDEO QUARTIER Français		320 000
SU0601CS - LOCAUX RESTAURATION SCOLAIRE		40 000
CS1901CS - AIDE FINANCT INVEST. RESTAUR. SCOL.TRAV		76 000
CS0545CS - MATERIEL- MOBILIER RESTAURATION SCOLAIRE		40 200
Total CULTURE ET SPORT	149 939	4 021 200
FUNERAIRE		
SU0536CS - CPI BOIS ROUGE - TRAVAUX	367 455	362 000
CS0536CS - CIBR CPI BOIS ROUGE- EQUIPEMENTS		83 000
SU2114CS - NOUVEAU CPI STE SUZANNE		420 000
Total FUNERAIRE	367 455	865 000
DIVERS ADM. GENER.		
SU1309AD - TVX MISES AUX NORMES ACCESSIBILITES ERP		

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-CC2024-2-02-DE
Date de transmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 09/04/2024

SU0701AD - AMENAGEMENT DIVERS SUR PATRIMOINE CINOR	141 203	690 000
SU2401AD EXTENSION SIEGE CINOR		60 000
LO1115AD - ACQ MOBILIERS ET MAT POUR LES SERVICES	53 429	500 000
LO1116AD - ACQ MATERIEL DE TRANSPORT POUR SERVICES		300 000
TN1206AD - MATERIEL ET LOGICIELS INFORMATIQUE	112 089	850 000
DM1815AD - RELATION CITOYENS		63 000
OPÉRATIONS AFFÉRENTES À L'EMPRUNT		
FRAIS D'INSERTION	3 340	80 000
DEPOTS ET CAUTIONNEMENT VERSES		3 300
BIENS MOBILIERS, MATÉRIEL ET ÉTUDES		70 000
Total DIVERS ADM. GENER.	315 419	2 638 300
Total IV - DIVERS	832 813	7 524 500
	2 731 051	43 070 000

2° L'ENCOURS DE LA DETTE

Dans le cadre d'une stratégie globale de gestion active de sa dette, la collectivité doit adapter et faire évoluer son encours de dette pour atteindre les objectifs suivants :

- sécuriser les financements pour assurer à tout moment l'équilibre budgétaire et la solvabilité de la collectivité,
- minimiser, à chaque instant, les frais financiers de l'EPCI et le coût de gestion de l'endettement,
- réduire les risques d'exposition de la structure, notamment les risques de taux et de change, et être réactif à la conjoncture macro-économique.

L'encours de la dette au 1er janvier 2024 est de 99,4 M€, il reste maîtrisé et en dessous des ratios nationaux. Le taux moyen de notre EPCI est de 1,63 % et la durée de vie moyenne résiduelle est de 8 ans, 1 mois.

Le ratio important à surveiller, à savoir l'encours de la dette rapporté à l'épargne brute, est de 5,2 pour l'année 2024, ce pourcentage reste inférieur au taux d'alerte qui est de 10 pour les banques.

La CINOR a donc réussi à conserver une bonne capacité d'endettement jusqu'à maintenant permettant de garder la confiance des banques pour le financement de ses projets en investissement. La prospective proposée tient compte de ce ratio pour continuer à être accompagné par l'AFD, la CDC et les autres organismes bancaires de la place.

L'annuité de la dette par habitant est de 463 euros au 1^{er} janvier 2024 contre 476 euros à la même période en 2023.

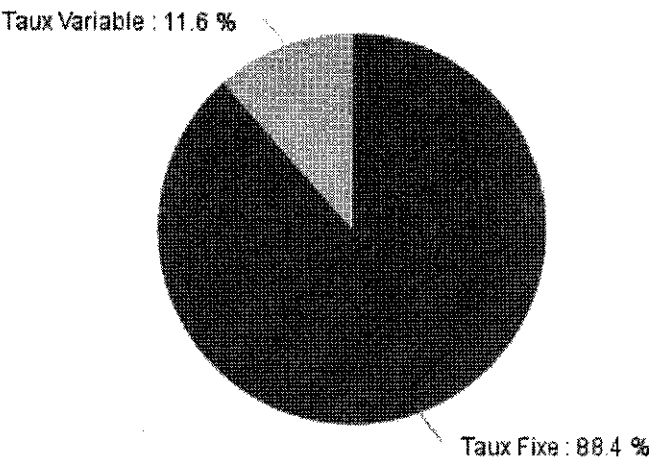
	2020	2021	2022	2023	2024
Encours de la dette au 01/01	69 032 360	84 862 194	95 810 769	102 375 959	99 422 601
Annuité	10 608 802	9 470 200	10 692 474	9 848 774	10 119 275
dont capital	9 170 166	8 051 425	9 434 810	7 953 358	8 530 745
dont intérêts	1 445 759	1 415 000	1 257 664	1 895 416	1 588 530
Emprunt tiré dans l'année	25 000 000	19 000 000	16 000 000	5 000 000	9 500 000
Encours de la dette au 31/12	84 862 194	95 810 769	102 375 959	99 422 601	100 391 856
Population	208 217	210 682	215 255	214 706	214 706
Encours / habitant	408	459	476	463	468

Caractéristiques de la dette au 01/01/2024			
Encours	99 422 600,58	Nombre d'emprunts *	29
Taux actuariel *	1,62%	Taux moyen de l'exercice	1,63%
		* tirages futurs compris	

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-CC2024-2-02-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 09/04/2024

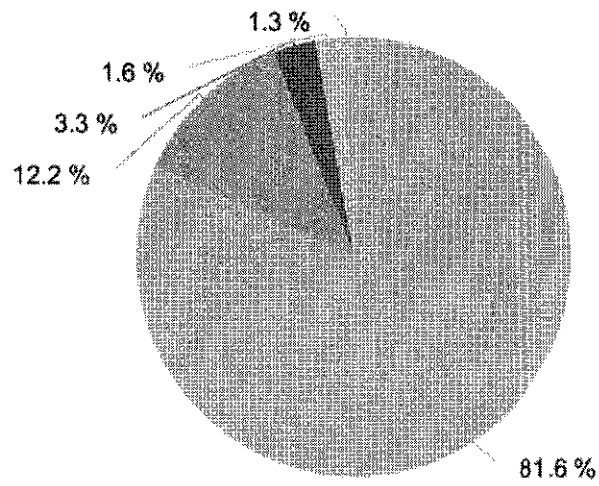
STRUCTURE DE L'ENCOURS PAR TYPE DE TAUX AU 01/01/2024

	Fixe	Variable	Total
Encours	87 932 052,55	11 490 548,03	99 422 600,58
%	88,44%	11,56%	100%
Durée de vie moyenne	7 ans, 8 mois	17 ans	8 ans, 9 mois
Duration	7 ans, 4 mois	13 ans, 10 mois	8 ans, 1 mois
Nombre d'emprunts	27	2	29
Taux actuariel	1,37%	3,54%	1,62%

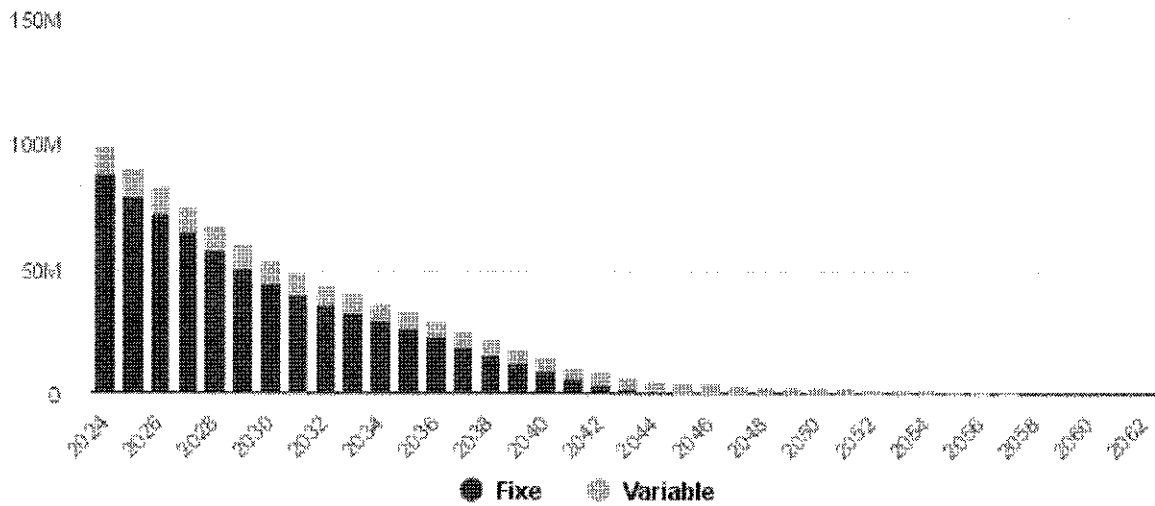


STRUCTURE DE L'ENCOURS PAR PRÊTEURS AU 01/01/2024

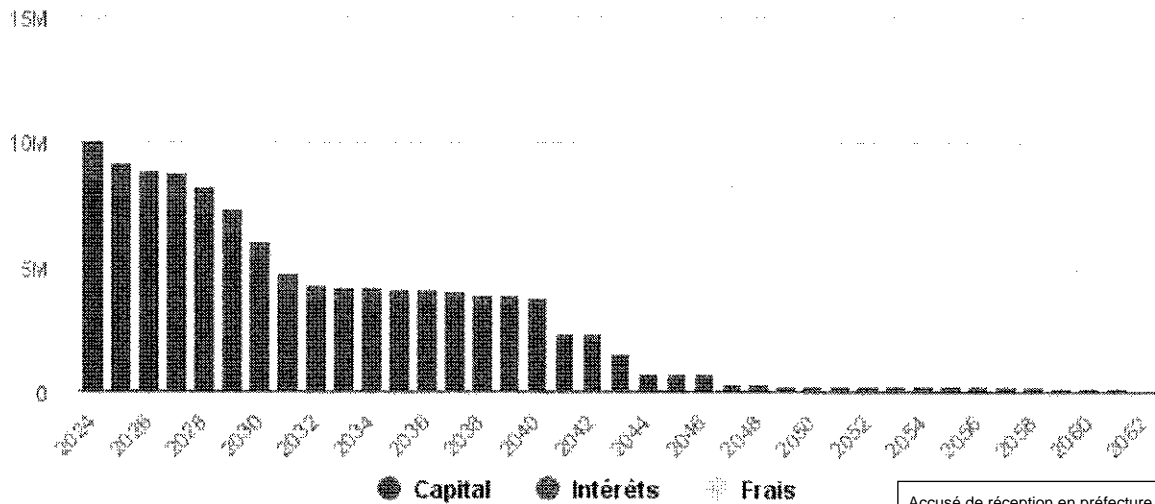
Prêteurs	%	Montant
AFD	81,61	81 142 571,66
CDC	12,23	12 158 947,37
CFFL	3,29	3 266 666,72
CACIB	1,61	1 600 000,00
Autres	1,26	1 254 414,83
		99 422 600,58



Extinction de l'encours



Evolution de l'annuité



**DELIBERATION N° 2024/2-02
du Conseil de la Communauté
en séance du 28 mars 2024**

OBJET :

VOTE DU BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL 2024 DE LA CINOR

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis de la Commissions ;

Sur le RAPPORT n°2024/2-02 du Président;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Le Conseil Communautaire adopte le budget primitif 2024 par chapitre et approuve le tableau modifié des autorisations de programmes et crédits de paiement.

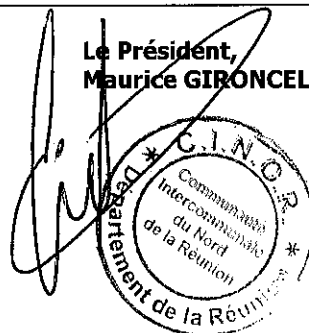
- | | |
|-----------------------------|---|
| ✓ section de fonctionnement | 194 150 000 € qui représente 78,80 % du budget total. |
| ✓ section d'investissement | 52 240 000 € qui représente 21,20 % du budget total. |

Nombre de votants : 43 (dont 7 procurations)
Suffrages exprimés : 43
Vote pour : 41
Vote contre : 02
Abstentions : 03

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde

08 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-CC2024-2-02-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 09/04/2024



cinor
Communauté intercommunale

SECRETARIAT DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE

AVIS DES COMMISSIONS

RAPPORT N°2024/FIN/2-02

Vote du budget primitif 2024 - Budget principal

COMMISSION ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES

La Commission émet un avis favorable mais souhaite que le budget mette l'accent sur la réalisation des cinq axes du projet « TERRE D'AVENIR CINOR 2030 »